

creuse un puits et que l'eau se trouve tellement en profondeur qu'il ne peut pas l'atteindre? Va-t-on lui en fournir? Non, certainement pas. Et si on lui en fournit, ce sera uniquement contre remboursement.

Nous devrions voir ce qui s'est passé dans le cas d'autres terres autrefois fertiles, vertes et boisées, qui, avec le temps, se sont dénuées d'arbres, ont manqué d'eau et sont devenues demi-arides. Ce sont les terres dont parle la Bible: Babylone, la Grèce, l'Afrique du Nord et la région méditerranéenne. Si nous jetons un coup d'œil vers le sud, aux États-Unis, nous constatons qu'un agriculteur sur quatre y collabore aux programmes nationaux de conservation.

Au Canada, les lacs et les rivières sont pollués, et l'honorable député de Lambton-Ouest l'a signalé de temps à autre aux autorités de façon très vivante. La Commission royale d'enquête sur la sylviculture a rapporté, en 1947, que dans la vieille partie de l'Ontario, plus de cinq millions d'acres de terre gaspillée devraient être reboisées.

D'après le *Rand McNally's Standard World Atlas*, il n'y aurait que 3 p. 100 de terre arable au Canada, et pourtant nous parlons pas mal à la légère de nos ressources naturelles inépuisables.

C'est à cet égard, comme je l'ai dit déjà, que je suis heureux que le ministre ait présenté cette résolution aujourd'hui. Pour faire suite à ce que j'ai déjà dit, j'ajoute que nous en sommes arrivés au point où, je crois, nous devrions protéger les droits des minorités, et je songe en toute déférence à l'autre endroit. C'était une des fonctions assignées à l'autre endroit au moment de la Confédération.

Il est plus que temps que nous ayons une mesure législative définissant les droits d'accès aux ressources hydrauliques. La Commission des ressources hydrauliques de l'Ontario est, jusqu'ici, le seul espoir, vu qu'elle est consciente du problème qui se pose à l'ensemble du vieil Ontario et qu'elle procède à des études approfondies à cet égard.

Je m'excuse auprès de la Chambre de consacrer un peu de temps à ce qui, jusqu'à un certain point, constitue un problème local, mais je dois dire que ce problème intéresse l'ensemble du vieil Ontario. J'espère qu'on prendra bientôt les mesures nécessaires pour répartir équitablement notre grande ressource naturelle: l'eau.

(Texte)

M. Boulanger: Monsieur le président, à la suite de l'honorable député d'Essex-Est (M. Martin) et du député d'Assiniboia (M. Argue), je veux féliciter le nouveau ministre de l'Agriculture (M. Hamilton) de sa récente

[M. White.]

nomination à la tête de ce ministère, et je lui souhaite un règne fructueux, même s'il doit être court.

Après 3 années et demie depuis l'accession au pouvoir du gouvernement conservateur, nous venons d'entendre le ministre de l'Agriculture, c'est-à-dire la deuxième génération des ministres de l'Agriculture de la troisième session du vingt-quatrième Parlement du gouvernement conservateur élaborer un programme qui est censé sauver de la faillite 38 p. 100 des fermes du Canada.

Après l'exposé que nous venons d'entendre, nous nous demandons, avec les cultivateurs du pays, si le nouveau ministre ne nous arrive pas des territoires du Grand Nord pour nous causer une courte joie, à la manière d'un Père Noël. Qu'il nous arrive d'un endroit ou de l'autre, nous sommes heureux tout de même qu'il ait découvert qu'il existe un problème agricole sérieux dans le domaine des fermes marginales et sous-marginales.

nales.

Je me rappelle que l'ancien ministre de l'Agriculture avait aussi découvert qu'il y avait un problème sérieux en agriculture, mais après deux ans et demi à la tête de son ministère, il disait ceci, en parlant de l'évolution technique en agriculture, ainsi que l'atteste le *hansard* du 23 février 1960, à la page 1420:

Cette révolution a créé des conditions entièrement nouvelles qui nécessitent une nouvelle façon de penser, une nouvelle attitude et de nouveaux programmes si l'on veut ou si l'on espère être à la hauteur de la situation nouvelle qu'a entraînée cette révolution. Nous avons reconnu que telle est la situation, et nous l'avons prouvé en adoptant un grand nombre de nouveaux programmes qui, à notre avis, ont bien des chances de résoudre les problèmes agricoles qui existent au Canada depuis nombre d'années.

Il disait:

Un grand nombre de nouveaux programmes ont bien des chances...

Et je souligne le mot «chances».

...chances de résoudre les problèmes agricoles au Canada.

Au cours de son règne, on semblait croire que la politique agricole était fondée non pas sur des principes, mais sur le hasard, sur «les chances». Il les a prises mais elles ne lui ont pas été favorables, et l'ancien ministre a été disgracié par la suite.

Je veux prouver ce que j'avance et, pour ce faire, je cite les paroles que l'ancien ministre prononçait lors d'une conférence à Calgary, comme en fait foi le *Calgary Herald* du 6 septembre 1960:

(Traduction)

Le ministre a dit que le gouvernement allait bientôt appliquer un vaste programme de mise en valeur agricole afin d'aider le tiers inférieur des cultivateurs canadiens, c'est-à-dire